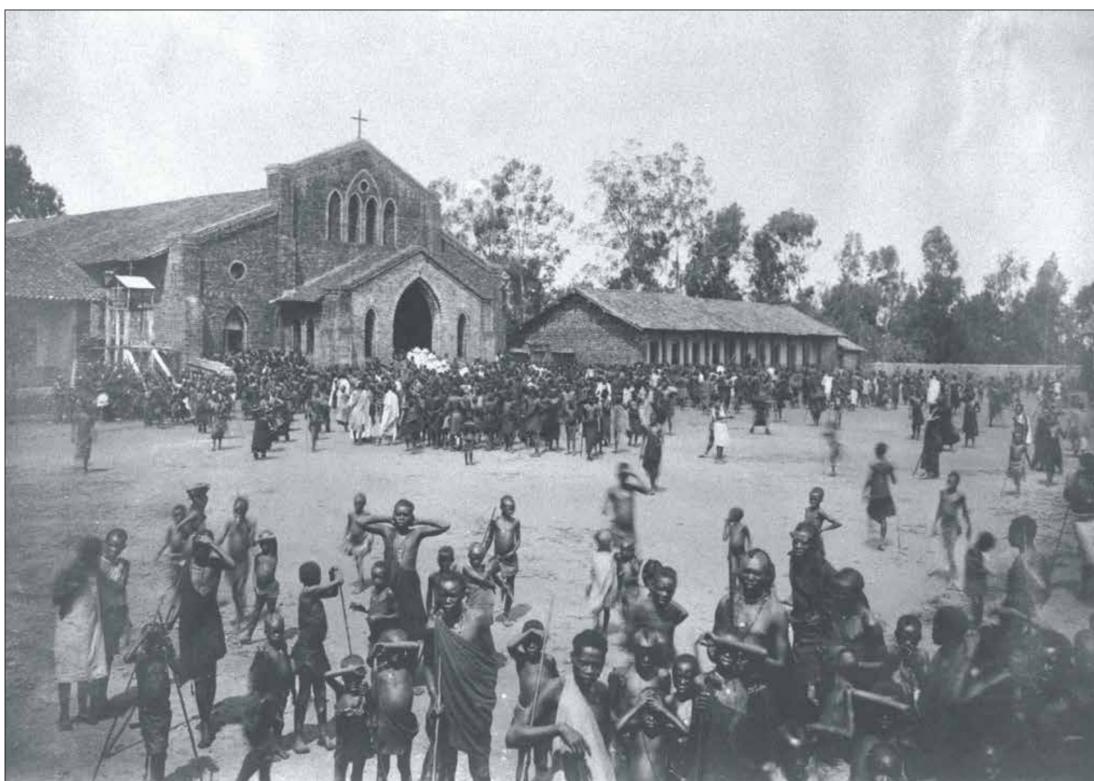


La colonisation du Rwanda

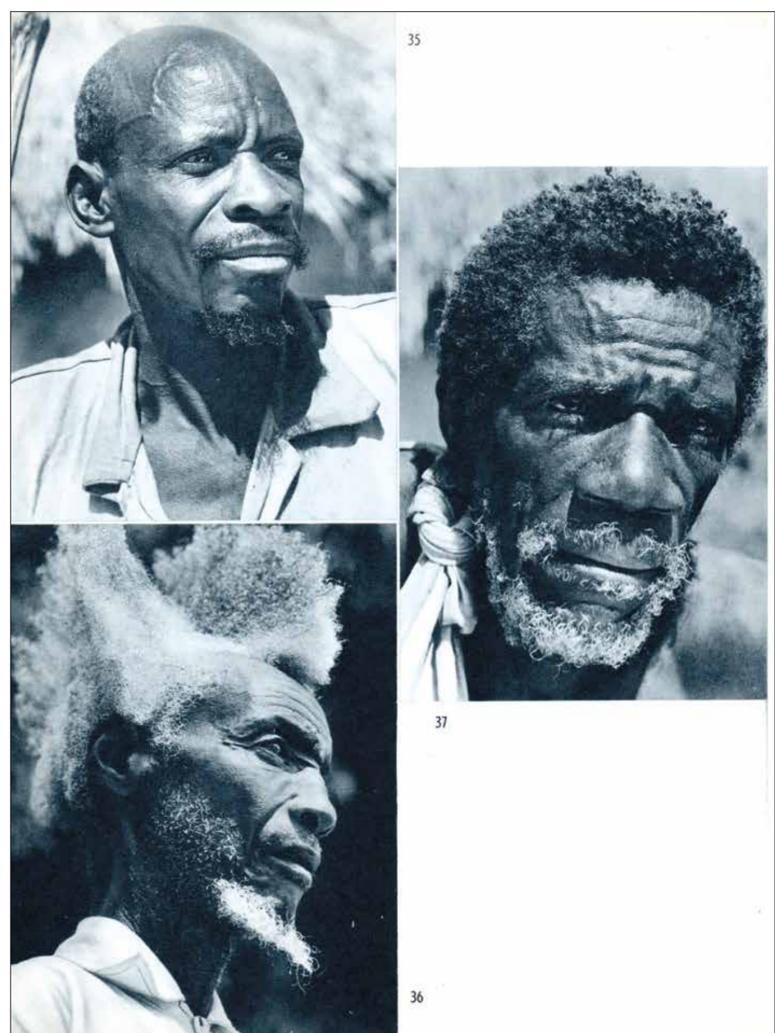
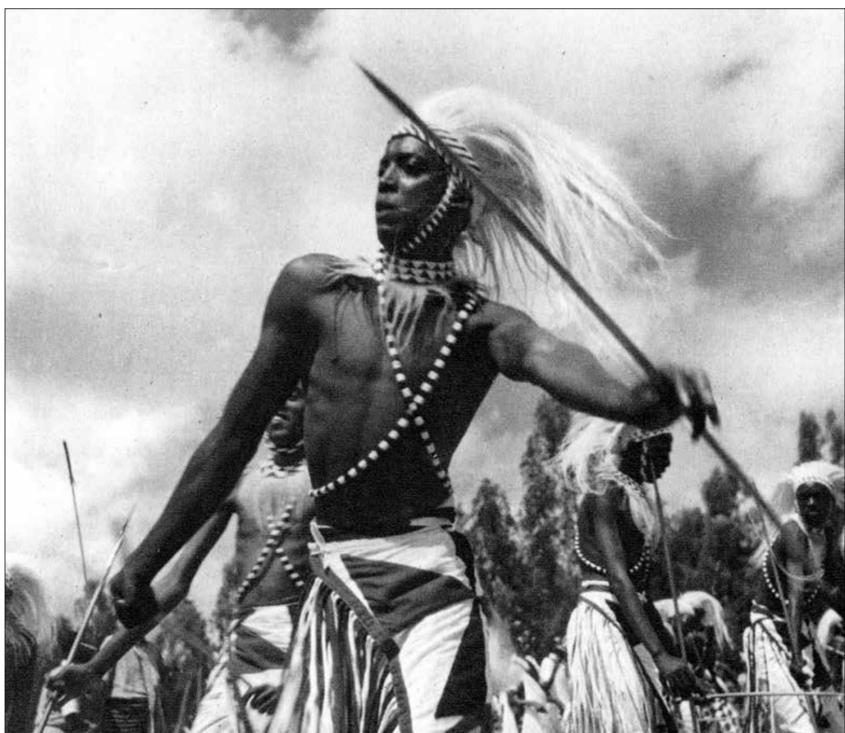
Dans les années 1880, Pères blancs et explorateurs allemands découvrent dans la région des Grands lacs d'Afrique un Etat inconnu qui se nomme Rwanda. Autour du roi (« Mwami ») s'organise une société très structurée d'agriculteurs et d'éleveurs. Les Rwandais parlent une seule langue (le kinyarwanda), honorent un seul dieu (Imana). Il s'agit d'un Etat-nation capable d'entretenir une armée permanente. Celle-ci lui a permis de mettre en échec les incursions de caravanes esclavagistes arabes. A la fin du XIXe siècle, le Rwanda sera l'un des derniers pays d'Afrique noire occupé par une puissance européenne, en l'occurrence l'Allemagne.



Un peuple, un territoire, une langue, une nation et bientôt une religion commune : le christianisme. Il se répand « comme une tornade » dans la population déjà monothéiste. Il est vrai que se faire baptiser présentait de nombreux avantages.

Les racines de la tragédie

Les Européens sont aveuglés par la raciologie, grille de lecture dominante au XIXe siècle en Occident. Au Rwanda, ils se focalisent sur les différences entre deux catégories de la population, qu'ils jugent issues de « races » différentes : Hutus et Tutsis. Or ces mots recouvrent des classes socio-politiques. Au Rwanda, le statut social est globalement héréditaire (par voie patrilinéaire), généralement lié à la possession de vaches ou de terres. Mais un Hutu peut devenir Tutsi et inversement, selon la richesse acquise et/ou les services rendus à la caste nobiliaire.



Jusque dans les années 1950, les ethnologues européens s'efforcent de caractériser les signes de « races pures » hutue, tutsie ou pygmée (« Twa »).

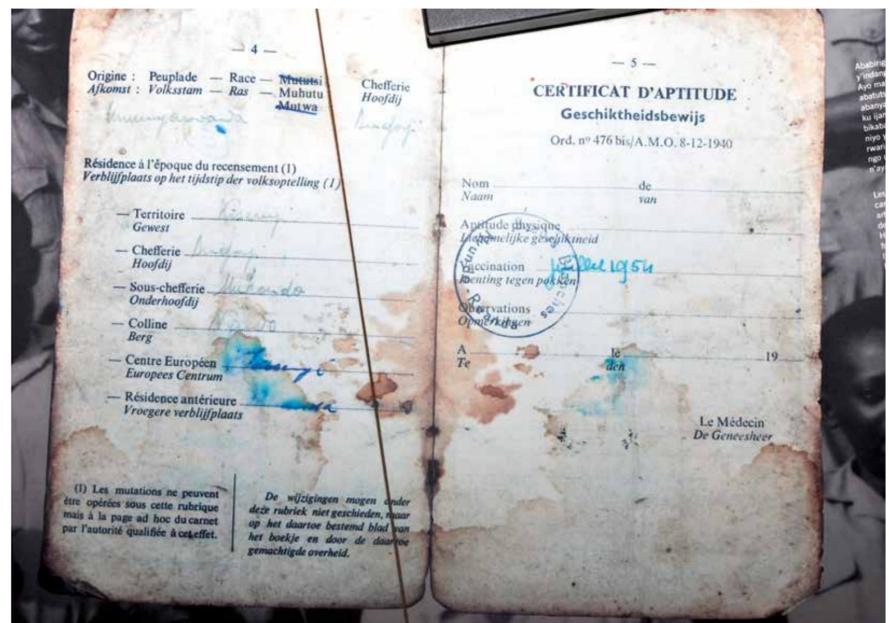
Ci-dessus des photographies supposées représenter « les trois races ».

Ci-contre, de soi-disant « danseurs tutsis ».

Cette raciologie devient vite obsessionnelle chez les Européens. Sous leur influence, elle forge progressivement un nouveau sentiment d'identité des Rwandais.

Création d'une forme d'apartheid

A l'issue de la Première guerre mondiale, la Société des Nations (SDN) confie à la Belgique le mandat d'administrer le Rwanda. Comme le pays dispose de peu de richesses, Bruxelles opte pour une administration indirecte. Quelques dizaines d'administrateurs belges seront assistés de cadres indigènes rapidement formés. Ils sont appelés « les évolués ». On choisit presque systématiquement des Tutsis, décrétés « race supérieure » - supérieure aux « autres races noires » (sic). Cette racialisation de la société par le livret d'identité « ethnique » fige dorénavant une discrimination politique.



Dans les années 1950, livret d'identité avec la mention de « race » : Hutu, Tutsi ou Twa (pygmée).

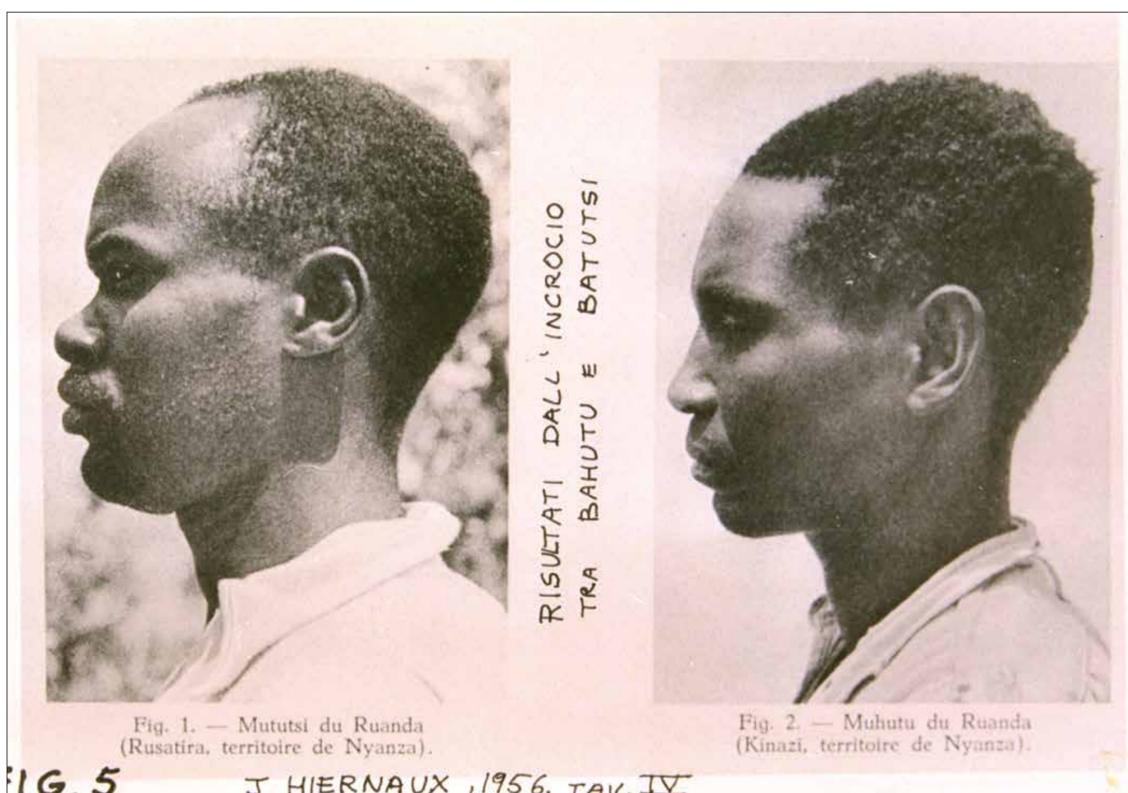


Fig. 1. — Mututsi du Ruanda (Rusatira, territoire de Nyanza).

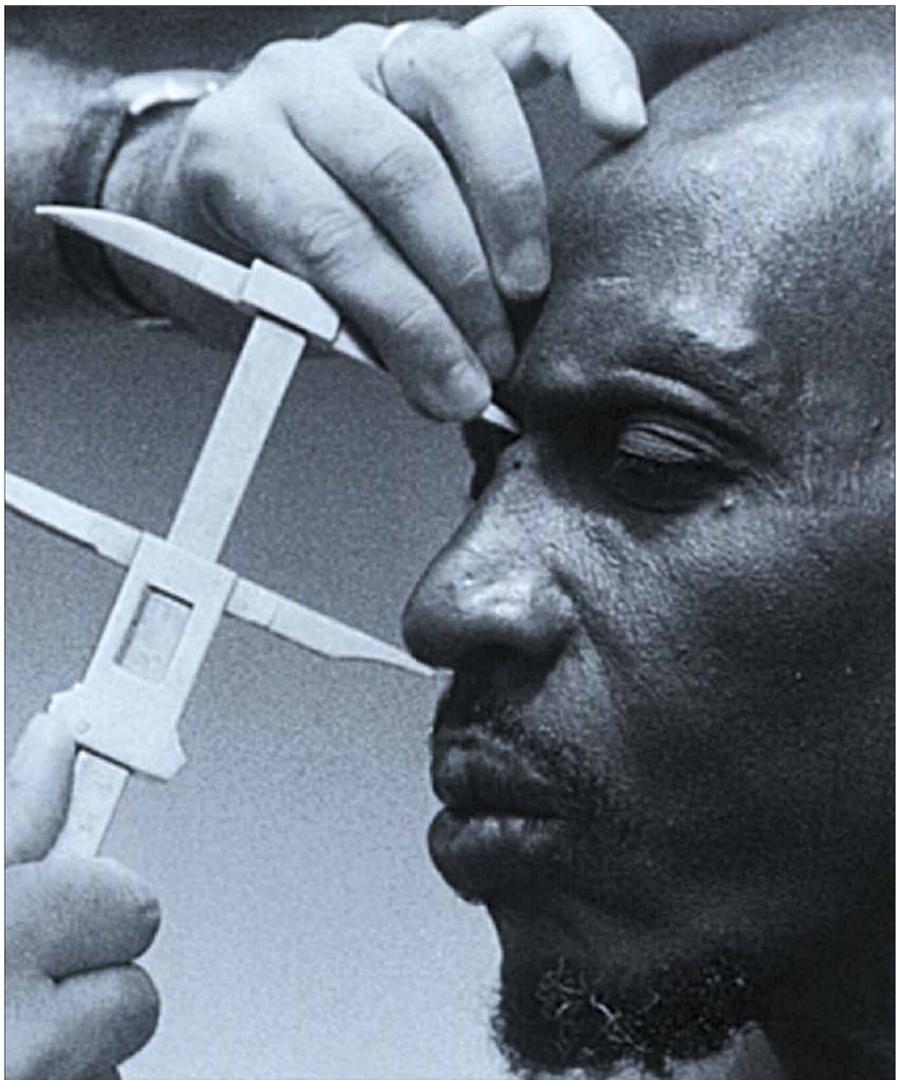
Fig. 2. — Muhutu du Ruanda (Kinazi, territoire de Nyanza).

Au nom de la « race »

Au Rwanda comme dans l'Allemagne nazie, des ethnologues qui se piquaient de raciologie examinaient des «types humains» pour déterminer ceux qui présentaient des morphologies de « race pure », ici aryenne, là, hutue, tutsie, pygmée. Sous l'intitulé de « cronométrie », « anthropométrie », « anthropologie raciale » etc, les adeptes de ces « sciences » prétendaient transformer les races en équations mathématiques, avec une prédilection pour ce qu'ils appelaient « la mesure de l'angle facial ».



Septembre 1943 : dans un camp de jeunes en Pologne, des « savants » nazis tentent de repérer des Aryens.



Au Rwanda avant l'indépendance, des « savants » cherchaient à persuader les Tutsis qu'ils étaient les représentants d'une race supérieure, provoquant chez les Hutus de lourdes frustrations. Ainsi fut instillé le venin de la haine, prélude à la guerre civile puis au génocide. (© Extrait du film « Ruanda-Urundi », 2015, avec l'aimable autorisation de Luc de Boe et du Musée de Tervuren.)

Dans les écoles nazies, l'institutrice devait inciter les enfants à se mesurer réciproquement du point de vue « racial » en prenant comme exemple les meilleurs spécimen « nordiques ».

Au Rwanda en début de chaque année scolaire l'instituteur demandait généralement aux enfants tutsis de se lever pour s'identifier. C'était pour ces derniers la première - et humiliante - expérience de la ségrégation institutionnelle.

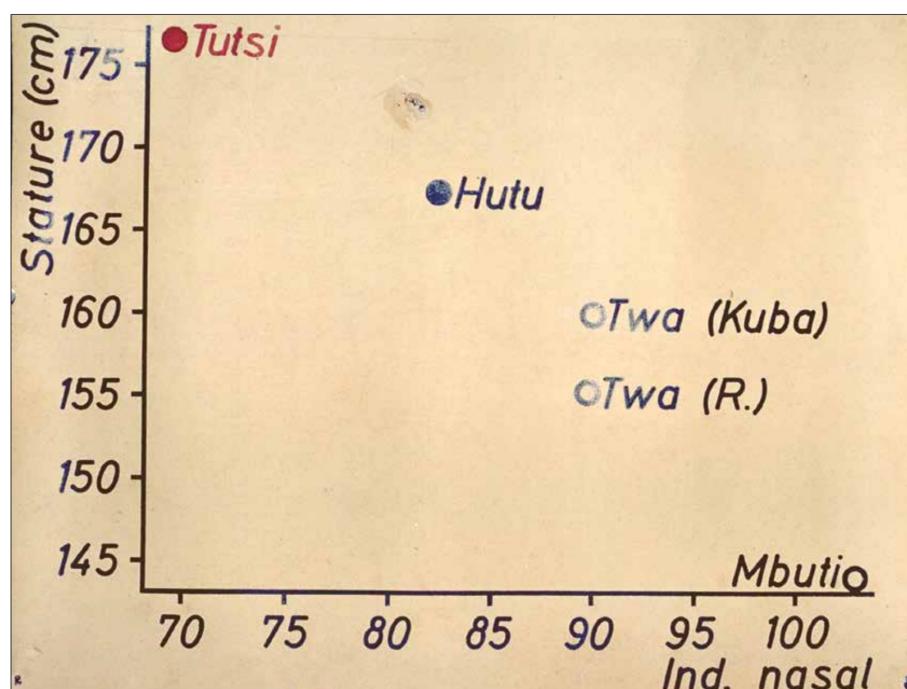
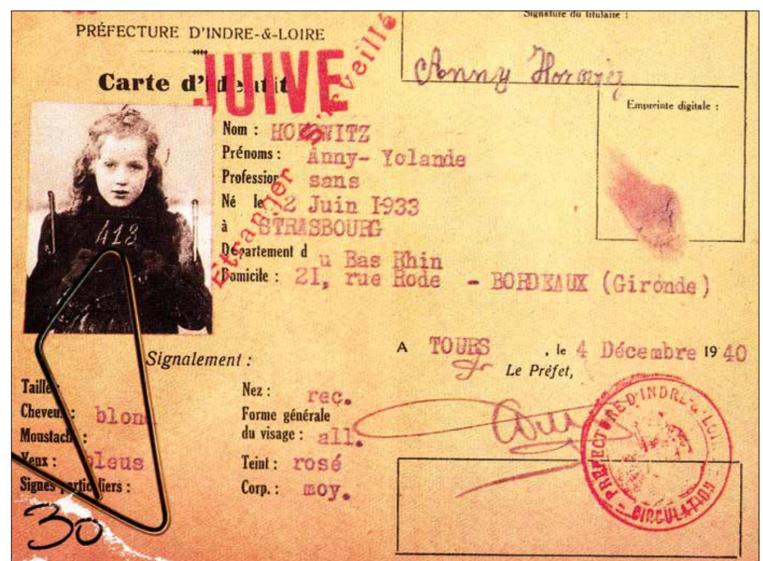
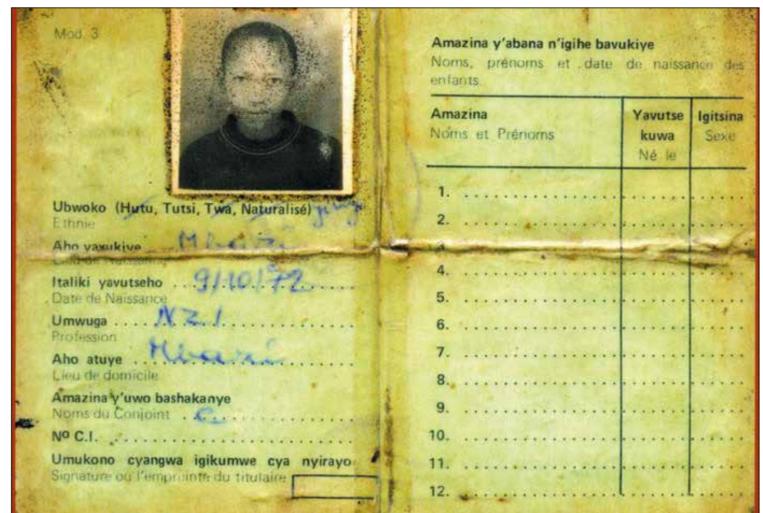


La « Révolution sociale » de 1959

Au milieu des années 1950, la monarchie tutsie réclame l'indépendance avec le soutien du « bloc progressiste » à l'ONU. Les autorités belges se sentent trahies et fomentent une révolte « socio-raciale » de l'élite hutue. En 1959, celle-ci s'amplifie en massacres de Tutsis un peu partout dans le pays, provoquant la fuite à l'étranger du roi, d'une partie de la « race » tutsie et de monarchistes hutus. Soit plus de 200 000 personnes.

Après la proclamation de la République, la Belgique accorde l'indépendance (1962). Le nouveau régime fonde sa légitimité sur la discrimination des Tutsi, avec un système de quotas fondé sur la « nouvelle » carte d'identité et des massacres périodiques.

La carte d'identité rwandaise avec la mention ethnique « Tutsi » n'est pas sans rappeler la carte d'identité marquée « Juif » sous le nazisme. Une similitude troublante, d'autant que l'une ou l'autre carte peut valoir extermination.



« L'équation du nez »

Selon la raciologie qui a également inspiré le nazisme, l'idéologie du régime repose sur de prétendus critères scientifiques distinguant les Hutus des Tutsis. Des « savants » ont notamment établi un « indice nasal » fondé sur le rapport entre la largeur et la hauteur du nez. « L'équation du nez » supposée distinguer les Hutus des Tutsis, associée à la taille, est l'objet de ce tableau exposé au Musée national de Butare (Rwanda) dans les années 1970.

1990 : la guerre civile

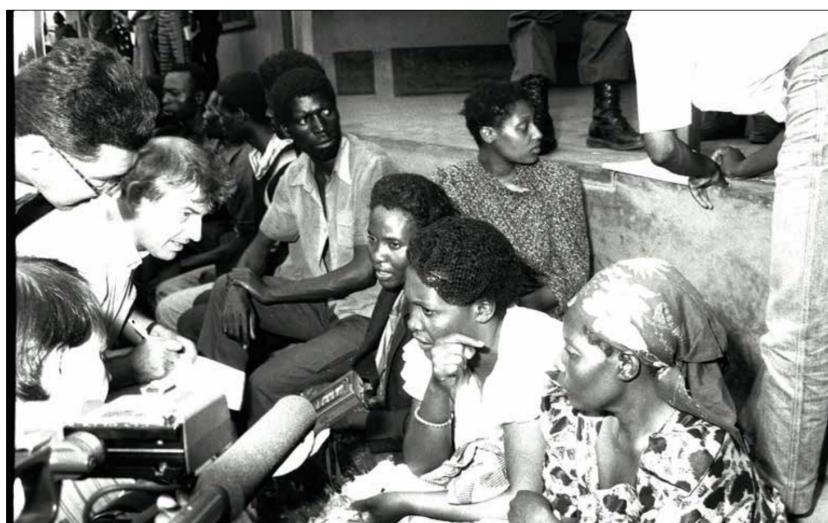
Dans les années 1960, les Tutsis chassés du Rwanda constituent la plus importante communauté assistée par le HCR. Trente ans plus tard, le refus par Kigali du droit au retour les pousse à créer une rébellion. La guerre civile commence le 1er octobre 1990. Les avancées du Front patriotique rwandais (FPR) se traduiront par des cessez-le-feu puis un accord de partage du pouvoir signé à Arusha (Tanzanie) en août 1993. Refusant cette perspective, les extrémistes du régime ont un autre plan : « La solution finale du problème Tutsi ». Elle a commencé dès octobre 1990 par des massacres et des rafles à grande échelle.



Le général Juvénal Habyarimana, président de la République, avec son état-major, composé exclusivement de Hutus.



Dès les premiers jours de la guerre civile, de soi-disant « rebelles » montrés aux journalistes, Tutsis raflés à Kigali. Beaucoup ont été malmenés par les militaires, quelques-uns ont été tués.



Le 5 octobre 1990 des femmes tutsies sont également raflés – et souvent violées en détention.

ABAHUTU BABA MU MAHANGA BARASABA ABAHUTU BOSE KURUSHAHO KUNGA UBUMWE.

Abahutu baba mu mahanga barasaba abahutu bose kurushaho kunga ubumwe banabasaba kuba maso kugira ngo Inkotanyi n'ibitsi byazo zitabatsamba zikanaburizamo ibyiza bya Revolisiyo ya 1959 n'ibya Revolisiyo muvugurura-muco yo muri 1973. Dore uko babyivugira mu rurimi rw'igifaransa. Mwisomere namwe mushishoze.

APPEL A LA CONSCIENCE DES BAHUTU.

Introduction.

En octobre 1990, le Rwanda a été l'objet d'une attaque extérieure montée par des extrémistes Batutsi appuyés par l'Armée Ougandaise.

Les agresseurs, comptant sur :

- l'action des éléments infiltrés dans le pays et la complicité des Batutsi de l'intérieur ;
- la faiblesse numérique de notre armée nationale et
- l'appui inconditionnel de l'armée ougandaise, en majorité tutsi.

espéraient conquérir le pays et installer leur régime féodo-monarchique en quelques jours.

Fort heureusement, le Rwanda a pu faire face à cette guerre et repousser

l'agresseur grâce à la cohésion du peuple rwandais et spécialement de la majorité Hutu et grâce à la détermination des Forces Armées Rwandaises. Mais la menace n'est pas écartée pour autant. L'ennemi est toujours là, parmi nous, et n'attend que le moment propice pour tenter encore de nous liquider.

Dès lors, Bahutu, où que vous soyez, réveillez-vous, soyez fermes et vigilants, prenez toutes les mesures nécessaires pour dissuader l'ennemi d'une nouvelle agression.

2. L'ambition des Batutsi.

Les Batutsi sont des assoiffés de sang et de pouvoir qui veulent imposer leur hégémonie au Peuple Rwandais par le canon et le fusil.

En réalité, depuis longtemps, les Batutsi

n'ont cessé de développer une idéologie tutsi de DOMINATION des Bahutu. Rappelez-vous, le 17 mai 1958, des chefs Batutsi et grands clients féodaux du Mwami rédigèrent un document comportant des idées suivantes : « ... relations entre nous (Tutsi) et (Hutu) ont été de tous temps et jusqu'à présent basées sur le servage, il n'y a d'entre eux et nous aucun fondement de fraternité... Puisque nos rois ont conquis les pays des Hutu en tuant les monarques et ont ainsi asservi les Hutu comment maintenant ceux-ci peuvent-ils être nos frères ? ».

Rappelez-vous également ! Au début de novembre 1959, les Batutsi ont provoqué les massacres interethniques en voulant éliminer l'élite hutu et revendiquait la démocratie et la justice.

« Appel à la conscience des Bahutu », un texte raciste publié dès décembre 1990 dans le magazine Kangura.

1990-1994 : la radicalisation idéologique du régime

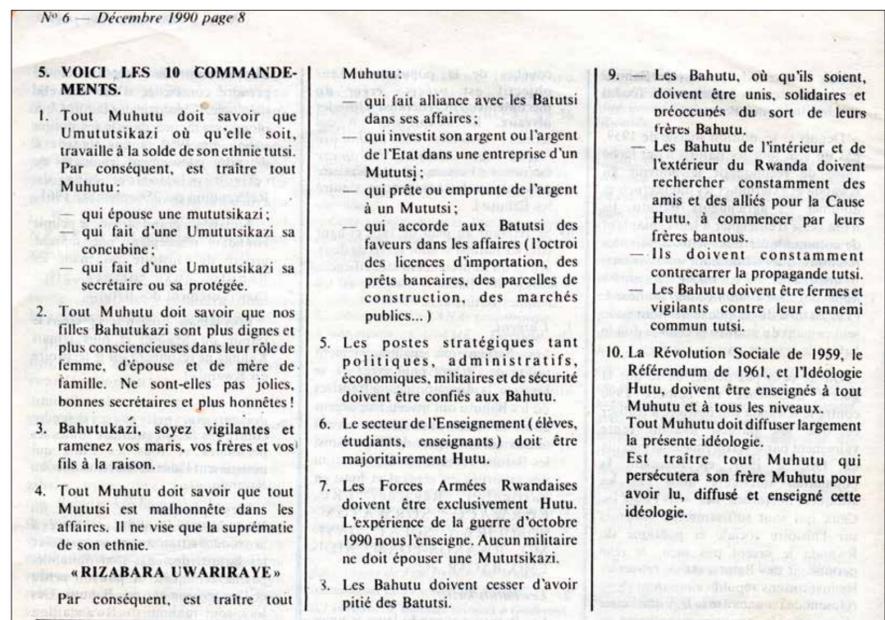
Dès l'ouverture des hostilités, le régime du président Habyarimana encourage la population à la haine « raciale ». Le magazine Kangura, contrôlé par le Renseignement militaire rwandais, publie un bréviaire de la haine : « Les 10 commandements du Hutu ». Il est relayé par d'autres magazines extrémistes et, à partir de 1993, par la Radio-télévision libre des Mille collines, la sinistre RTLM.



Selon la méthode de la « propagande en miroir », une caricature de la presse extrémiste accuse la rébellion de marcher sur les cercueils des Hutus (sous-entendu : de vouloir exterminer les Hutus).



La Radio-Télévision Libre des Mille Collines, vantée par cette caricature de Kangura, ne cesse d'appeler à la haine contre les Tutsis.



Kangura publie les « Dix Commandements du Hutu »



De 1990 à 1994 les Forces armées rwandaises établissent des barrages sur les routes. Il est très risqué d'y montrer une carte d'identité de Tutsi.



Un Tutsi maltraité à un barrage

Les femmes tutsies particulièrement ciblées

Les femmes tutsies sont la cible principale des médias de la haine. On les présente comme hypocrites, vénales, espionnes, prostituées à la solde de leur « cause raciale ». Comme on le verra en 1994, ces caricatures préparent les Rwandais à la « nécessité » (sic) de les exterminer...



Les caricaturistes extrémistes représentent leurs adversaires sous les traits de serpents, de rats, de cafards, etc. Des animaux malfaisants qu'il serait légitime de tuer à coups de gourdins...

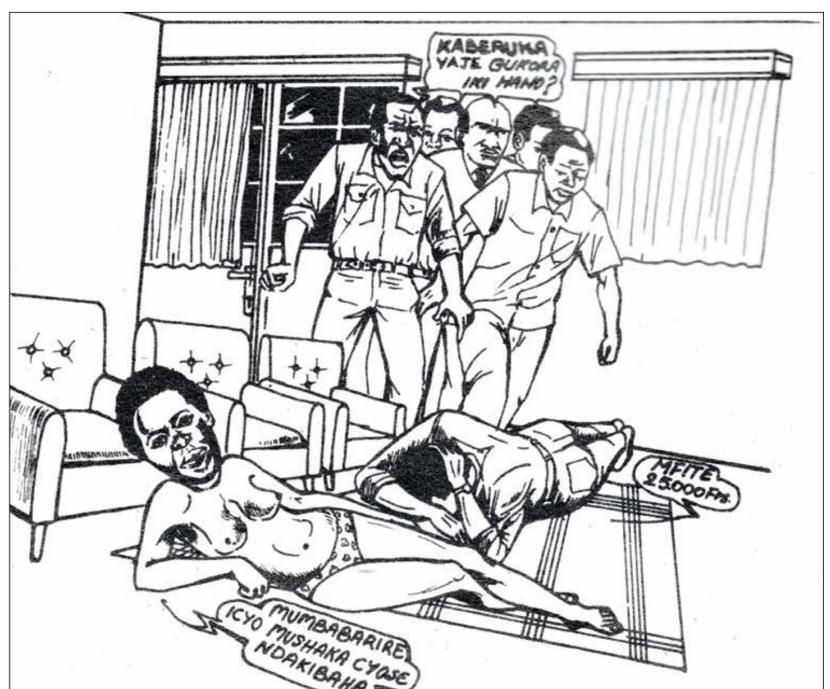


Agathe Uwilingiyimana, femme politique démocrate, était haïe des extrémistes hutus car elle avait supprimé les « quotas ethnique » pour les diplômés scolaires et universitaires. Dans la nuit du 6 au 7 mars 1992, des nervis pénétrèrent à son domicile pour la passer à tabac, ainsi que son mari (voir photo ci-dessus, où le couple est interviewé par un journaliste de Radio Rwanda, le 7 mars au matin).

Ci-dessous, une caricature de Kangura fournit une version fallacieuse de l'incident : elle aurait été surprise, presque nue, avec un amant, par des citoyens indignés de son comportement. Agathe Uwilingiyimana et son mari furent mis à nu puis assassinés deux ans plus tard, le 7 avril 1994...



Cette caricature illustre un article du magazine Kangura qui raconte qu'un homme hutu démasque une femme tutsie comme une prostituée prête à tout pour sa « race ». « Sa culotte commence à puer », précise le texte d'accompagnement. (Kangura n° 35)

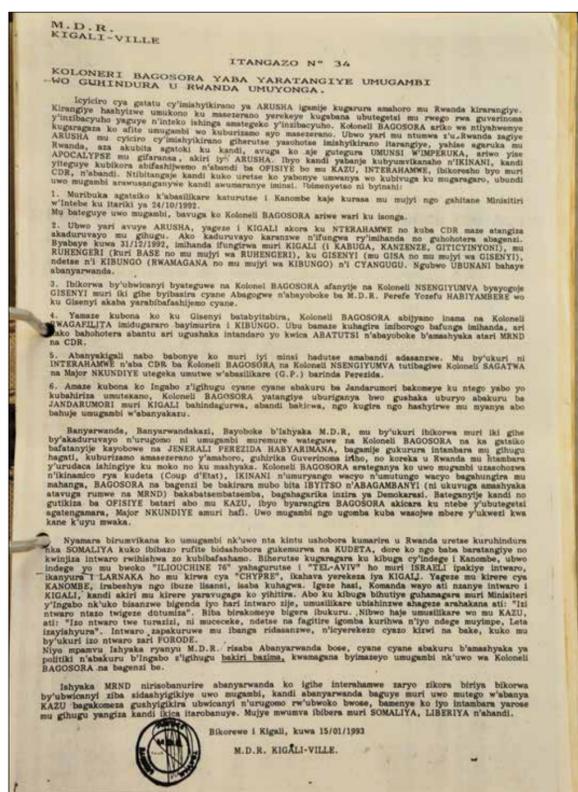
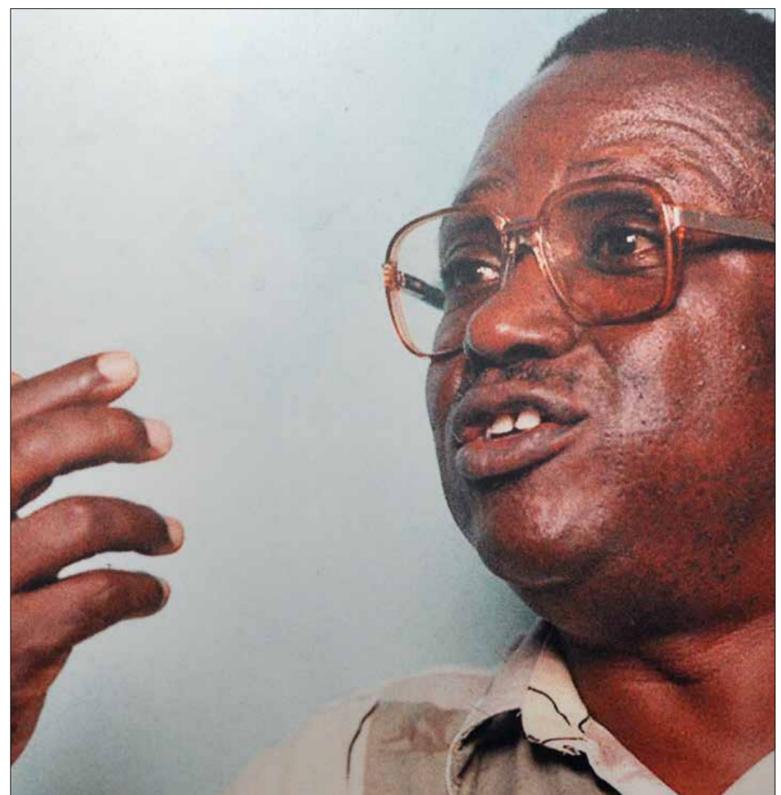


Egalement détesté, le Canadien Roméo Dallaire, commandant des Casques bleus est prétendument manipulé par des prostituées tutsies.

un génocide programmé

Le colonel Théoneste Bagosora (ci-contre) est considéré comme le chef de la fraction la plus extrémiste des militaires des Forces armées rwandaises (FAR). En décembre 1992, furieux du progrès des négociations à Arusha (Tanzanie) entre le régime et la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), il claque la porte et lance : « Je rentre à Kigali préparer l'Apocalypse ».

Certains contestent qu'il ait tenu ces propos quinze mois avant le génocide des Tutsi. Pourtant plusieurs témoins en attestent et Bagosora a été dès lors surnommé « Colonel Apocalypse ». Ci-dessous le Bulletin n°34 du parti MDR de Kigali daté du 15 janvier 1993, qui confirme cet incident. A droite la traduction en français du premier paragraphe.



TRADUCTION :

« Le colonel Bagosora a-t-il le projet de transformer le Rwanda en cendres ?

La 3e rencontre des négociations d'Arusha se termine avec la signature du partage des pouvoirs dans le futur gouvernement. Le Colonel Bagosora, qui représentait le Rwanda à cette réunion n'a pas caché son désaccord. Il quitté la séance avant la fin. Furieux, il a annoncé en arrivant au Rwanda qu'il venait préparer l'Apocalypse [Umunsi w'imperuka]. –Tout le monde sait qu'il a toujours eu ce projet en tête et depuis longtemps. Cette fois il l'a dévoilé publiquement [...] »

Le génocide des Tutsis

L'extermination des Tutsis a fait l'objet d'une préparation secrète, avec encadrement de la population (les « hiérarchies parallèles » déjà analysées par Hanna Arendt), la création de groupes paramilitaires et des distributions d'armes. Le génocide est déclenché la nuit du 6 au 7 avril 1994 juste après l'assassinat du président Habyarimana.

En trois mois, environ un million de Tutsis – un chiffre qui compte aussi des Hutus démocrates - sont exterminés, plus de 600 000 femmes violées. Le 4 juillet 1994, la victoire militaire du Front patriotique met fin aux massacres alors que les « génocidaires » s'enfuient, poussant une partie de la population à s'exiler dans les pays voisins.



Des restes de Tutsis retrouvés dans une fosse commune, avec leurs cartes d'identité et chapelets.



Au mémorial de Gisozi (Kigali), des photographies de Tutsis tués

Un nazisme tropical

I D E E S
R E B O N D S

Un nazisme tropical

PAR JEAN-PIERRE CHRETIEN *

Au Rwanda aujourd'hui, au Burundi en octobre dernier, des familles entières sont exterminées systématiquement, hommes, femmes, bébés, vieillards, des dizaines de milliers de personnes massacrées atrocement, découpées à la machette, déshiquetées à la grenade, brûlées vives, enterrées vivantes. Les blessés, peu nombreux, sont achevés dans les hôpitaux ou les ambulances. Dans les deux cas, les victimes sont des Tutsis, éliminés pour leur simple identité, et des Hutus de l'opposition, pour leurs idées. Pourquoi des gens partageant la même langue, la même culture, la même histoire s'entre-tuent-ils de la sorte à la fin du XX^e siècle? Les explications toutes faites sont là: la vieille sauvagerie africaine, un antagonisme ethnique séculaire entre Tutsis, une «minorité pastorale hamitique», et Hutus, une «majorité paysanne bantoue»... Alfred Grosser l'a très bien dit: «Non, il n'est pas vrai qu'un massacre d'Africains soit ressenti de la même manière qu'un massacre d'Européens!... Mais trouverions-nous judicieux qu'un Africain estime une hécatombe en Europe comme le produit normal d'une civilisation qui a produit Auschwitz?»

Dans cette région d'Afrique, un véritable racisme interne s'est développé depuis trente ans: des tueries successives (1959-61, 1964, 1973, 1990-93 au Rwanda; 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 au Burundi) ont créé la hantise du génocide. A la «démocratie» des quotas ethniques de la république hutu du Rwanda, mise en place avec la bénédiction de la démocratie chrétienne belge en 1959, a répondu la politique sécuritaire tutsie du Burundi des années 70 et 80. Des centaines de milliers de réfugiés (Tutsis rwandais, Hutus burundais) ont dû quitter les deux pays. La peur est devenue l'outil des stratégies extrémistes prédisant sans cesse comme «inévitables» les massacres réciproques. Apparemment, une situation à la libanaise ou à l'irlandaise.

Plus grave, depuis quelques mois, tout bascule vers une véritable Shoah africaine, et je pèse mes mots, avec tout le respect dû à l'unicité de l'holocauste des juifs. A Bujumbura en octobre 1993, le président hutu est assassiné par des militaires tutsis; à Kigali en avril 1994, le président hutu est abattu par des militaires hutus. Or, dans les deux cas, le bouc émissaire est aussitôt désigné, on massacre les Tutsis et «leurs complices», ces pogroms se déclenchent simultanément en de nombreux endroits, selon des mots d'ordre et des procédures identiques, sur la base de listes et sous la responsabilité d'autorités politiques bien précises. Ce ne sont pas d'archaïques «affrontements interethniques» mais de très modernes génocides!

La «clarification» qui a débouché sur ces tueries est depuis vingt ans le masque d'une option politique, celle d'un ethnisme militant. Au Rwanda, c'est une faction hutu du nord du pays qui se perpétuait au pouvoir au nom du «peuple majoritaire» défini par le sang. Au Burundi, une faction tutsie du sud du pays («le groupe de Bururi») s'imposait au nom de la sécurité de la minorité. La logique fasciste des ethnismes a explosé dans les années 80, comme une arme pour neutraliser ou confisquer les ouvertures démocratiques. Au Rwanda, les efforts de rapprochement de l'opposition intérieure hutu et des maquisards tutsis du FPR se sont heurtés à la violence raciste des sections d'assaut de l'ancien parti unique MRND et de son satellite, la Coalition pour la défense de la république, inspirées par la «maisonnée» du dictateur Habyarimana et armées par la garde présidentielle (avec, hélas, un indéfectible soutien français). Au Burundi, la politique de réconciliation nationale lancée par le président tutsi Buyoya et qui déboucha sur l'élection démocratique du président hutu Ndadaye a échoué sur une tentative de putsch tutsie, mais aussi sur les provocations armées du Palipehutu (parti clandestin basé au Rwanda) ou de la fraction raciste du Frodebu (le parti au pouvoir depuis 1993), une nouvelle «mafia de Bururi», hutu cette fois.

Les liens entre les courants extrémistes hutus du Rwanda et du Burundi, responsables des génocides, sont notoires, et d'abord une même idéologie de type nazi. «L'antihitisme» mis en formules et en action dans ces deux pays a tous les relents de l'antisémitisme et les cultures bantoues sont bafouées au service d'une idéologie d'autochtonie ra-

chiale: des discours du MRND vouant les Tutsis rwandais à la mort et au rejet de leurs cadavres jusqu'en Ethiopie; des Tutsis burundais invités à «retourner en Egypte» ou à se laisser tuer pour prouver leur bonne foi; le journal *Kangura*, auteur d'un programme d'apartheid pour la pureté de l'identité hutu, dénonçant en 1992 «une minorité orgueilleuse et sanguinaire qui se meut entre vous pour vous diluer, vous diviser, vous dominer et vous massacrer»; un représentant du Frodebu en Belgique louant le génocide d'octobre en terme de «violence libératrice»; un journaliste de *L'Aube* à Bujumbura affirmant en janvier 1994, dans la même veine, que «le peuple a pu évaluer ce dont il est capable et que si c'était à refaire, il n'hésiterait pas à le faire»; la «Radio libre des mille collines» à Kigali appelant au meurtre collectif en avril 1994, comme en octobre 1993, y compris cette fois contre les Belges (dix Casques bleus l'ont payé de leur vie). Ce nazisme bantou a trouvé une clientèle dans toute une jeunesse à demi-scolarisée, débousoyée et manipulable à coups d'argent, de bière et de chanvre indien.

L'aveuglement occidental est incommensurable face à cette tragédie: une lecture ethnographique d'un autre âge cautionne innocemment (?) les intégrismes ethniques. Bien plus, des socialistes égarés dans le populisme racial, des démocrates-chrétiens, sectateurs fanatiques de «leur» Rwanda, des associations de droits de l'homme intoxiquées par des réfugiés experts en victimisation à sens unique, cautionnent des mafias dont le succès est fondé sur la confusion entre démocratie, démagogie ethniste et exclusion des minorités de naissance. Certains chez nous ont été jusqu'à justifier les pogroms en termes de «jacqueries», de «1789» ou de «Résistance». De loin, ces nuits de Cristal africaines prendraient des allures de prise de la Bastille, l'holocauste des lycéens de Kibimba au Burundi serait un feu de joie de la liberté. Dieu merci, il est devenu difficile de faire passer le bain de sang de Kigali pour l'effet d'un simple «colère populaire», selon une terminologie des politiciens racistes locaux. Espérons surtout que les élites démocratiques africaines seront plus claires, voyantes que nous sur «la bête immonde» qui gagne leur continent.

L'Europe est aveugle face à la tragédie rwandaise.

Ces archaïques «affrontements interethniques», que cautionne une lecture ethnographique d'un autre âge, sont en fait de très modernes génocides, menés par des extrémistes hutus inspirés, au Rwanda et au Burundi, par une même idéologie de type nazi.

* Historien, CNRS, Centre de recherches africaines.



Byumba, 22 avril. Après un massacre attribué au Front patriotique rwandais.

Etudiants, un milieu mobilisé

PAR PATRICK LE GALES* ET MARCO OBERTI**

On a souvent souligné l'importance de la mobilisation en province lors des manifestations anti-CIP (1), et l'existence d'un milieu social propre y a joué un rôle clé. Pourtant l'existence d'une communauté étudiante a souvent été le plus souvent niée par les sociologues. Les auteurs de *Campus blues* (2) ont, par exemple, popularisé cette image des étudiants perdus dans une université sans âme, où ils oscillent entre le retrait, l'individualisme, l'apathie ou le conformisme. Cette image ne correspond pas aux résultats de notre enquête à Rennes, Besançon et Nanterre. Dans les grandes villes universitaires, les étudiants vivent plutôt bien une double vie, faite d'autonomie la semaine et de soutien familial le week-end.

Le milieu étudiant existe d'abord et avant tout dans les grandes villes de province. Plusieurs facteurs vont dans ce sens: 1. La plupart des étudiants passent la semaine dans un logement indépendant et retournent seulement en fin de semaine chez leurs parents. Ils mènent ainsi une double vie qui leur permet, en semaine, de profiter de leur autonomie, de sortir, de dîner chez des copains ou de fréquenter intensivement les cafés, d'avoir une vie sociale intense plutôt en relation avec d'autres étudiants. 2. Cette double vie les amène à privilégier la grande ville universitaire comme lieu de consommations culturelles, des bibliothèques, concerts, cinémas. 3. Les capitales régionales françaises se caractérisent aujourd'hui par de très fortes populations étudiantes. Ainsi les 50 000 étudiants rennais (pour une ville de 200 000 personnes) sont physiquement présents dans la ville. Dans ces grandes villes universitaires, les étudiants fréquentent particulièrement certains lieux, notamment les vieux quartiers du centre-ville, la «rue de la soif locale», et à certains moments, comme le jeudi soir (avant de rentrer le vendredi soir en famille), s'ils n'habitent pas le centre-ville - le rêve de la plupart d'entre eux -, ils le fréquentent assidûment. Cet effet de nombre et de fréquentation intensive de certains lieux contribue à façonner une identité étudiante. Sortir le soir tard dans les bars rock bondés et les petits restaurants pas chers du centre-ville est une marque de cette identité. L'idéal de la vie étudiante faite d'investissement dans les études et surtout d'autonomie personnelle, de sorties nombreuses, de socia-

bilité intense, se vit le mieux dans les grandes capitales régionales.

A l'inverse, leurs condisciples de la région parisienne vivent plus souvent chez leurs parents et ne disposent pas ou peu de lieux privilégiés, ne s'inscrivent pas en tant que groupe dans l'espace urbain avec la même force qu'en province. A Nanterre par exemple, les étudiants n'ont pas de relation avec la commune, sauf avec la gare RER et le café annexe. Le monde étudiant parisien est plus atomisé, plus éclaté sur le plan de la sociabilité, de l'expérience vécue.

Ce milieu étudiant n'est pas pour autant une communauté fortement structurée mais il peut contribuer à renforcer l'identité étudiante et, potentiellement, constituer une ressource pour des mouvements divers. Comment s'étonner alors de la mobilisation dans les villes de province, qui peut s'appuyer sur ce milieu et une identité sans doute plus marquée de ce groupe? Si notre analyse est correcte, il existe bien aujourd'hui plusieurs façons d'être étudiant. Par leurs pratiques sociales, leurs usages de certaines parties de la ville et de lieux privilégiés, et parce qu'ils sortent davantage avec leurs congénères, ceux de province ont plus de chance de s'identifier à un milieu étudiant. Bien entendu, les rapports entre mobilisation et identité étudiante sont suffisamment complexes pour que notre explication n'en mette en lumière qu'un aspect.

Ainsi tous les observateurs ont souligné la présence massive des étudiants d'IUT et de BTS dans la mobilisation étudiante et dans les coordinations: le CIP les heurteait directement. Mais la mobilisation s'est faite d'autant plus rapidement que les étudiants d'IUT ou de BTS connaissent une vie collective plus intense, plus intégrée que celle des premiers cycles universitaires de masse.

Les dynamiques étudiantes se manifesteront de plus en plus dans les villes universitaires de province. CIP ou pas, hommes politiques et médias devront s'y habituer. Le mythe du Quartier Latin des hommes de *Général* ne représente plus grand-chose.

* Chargé de recherches CNRS, enseignant à l'Institut d'études politiques de Rennes.

** Maître de conférence en sociologie, Rennes II, chercheur associé à l'OSC (FNRS/CNRS).

(1) Nous nous appuyons sur les résultats de l'enquête *Les Modes de vie étudiants*, Mireille Cléménçon, Olivier Galland, Patrick Le Gales, Marco Oberti, sous la direction d'Olivier Galland, OSC pour le compte du programme interministériel Université et Ville. Le rapport a été publié un mois avant les manifestations.

(2) D. Lapeyronnie, J.-L. Marie, *Campus Blues*, Paris, Le Seuil, 1992.

Au Rwanda dans les années 1990 à 1994, les médias extrémistes diffusent une propagande d'Etat qui s'inspire du nazisme. Le génocide commence le 7 avril 1994. Trois semaines plus tard dans Libération, l'historien Jean-Pierre Chrétien dénonce « Un nazisme tropical »

L'émancipation des femmes rwandaises



Au Rwanda, 64% des parlementaires sont des femmes, un record mondial.

L'aspect le plus remarquable du nouveau Rwanda est l'émancipation des femmes. L'école primaire est dorénavant obligatoire aussi pour les filles (plus de 98% sont scolarisées).

La Constitution de 2003 reconnaît aux femmes des droits identiques à ceux des hommes et 30% des postes de décision au sein de l'administration leur sont réservés (40% des postes de ministres).

Le Rwanda est également entré en transition

démographique, avec moins de 4 enfants par femme.

Députées et sénatrices représentent 64% des parlementaires, un record mondial. Un conseil national des Femmes est chargé de veiller au respect des droits des femmes. En 2019, le Rwanda se classe au 7^e rang mondial des pays qui réduisent l'écart entre les sexes.

N'hésitez pas à visiter ce pays qui a surmonté un génocide.

Le Rwanda d'aujourd'hui

Avant le génocide, le Rwanda figurait parmi les pays les plus pauvres du monde. La famine était endémique. En 1990, l'espérance de vie ne dépassait pas 32 ans. Aujourd'hui 92% des habitants bénéficient d'une assurance maladie universelle et les hôpitaux sont bien dotés. Résultat, l'espérance est à présent de 64 ans.

Une bonne gouvernance a permis de faire sortir de la pauvreté un million de personnes en cinq ans. Pratiquement 100% des enfants sont scolarisés.

Avec un rythme d'augmentation du PNB de 7 à 8% par an, le Rwanda est devenu une société mondialisée moderne où... chacun paye ses impôts par internet. Et où l'écologie est reine.



Le nouveau centre de Kigali, la capitale du Rwanda.